

Guinée : lutte contre le pouvoir militaire

samedi 9 janvier 2010, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2009).

De nouveau, la Guinée vient de connaître l'horreur avec les exactions perpétrées par la junte militaire du CNDD (Conseil National pour la Démocratie et le Développement) conduite par Dadis Camara.

Sommaire

- [D'une dictature stalinienne à](#)
- [Les grandes grèves de décembre](#)
- [Arrivée de Dadis Camara](#)
- [Le 28 septembre, un tournant](#)

C'est à juste titre que l'unanimité s'est faite pour condamner de tels actes. Alors que des dizaines de milliers de personnes, à l'appel des forces de l'opposition guinéenne, étaient rassemblées au plus grand stade de la capitale, Conakry, les forces armées ont bouclé les issues puis sont entrées avec des véhicules en tirant à balles réelles sur la foule, elles ont également violé les femmes et tabassé les dirigeants des partis d'opposition. On dénombre actuellement, au minimum, 157 morts et des centaines de blessés.

A l'heure où des voix se font entendre pour réclamer que Dadis soit déféré devant la Cour Pénale Internationale, les exactions de l'armée continuent. Par ailleurs, les organisations humanitaires estiment que nombre de Guinéens sont emprisonnés et subissent des tortures.

Comprendre cette situation nécessite un bref retour en arrière, sur un pays qui, à bien des égards, se singularise des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

D'une dictature stalinienne à une dictature libérale

De tous les pays d'Afrique noire colonisés par la France, la Guinée a connu une décolonisation conflictuelle avec Paris. En effet, Sékou Touré — le dirigeant nationaliste incontesté de l'époque — a appelé à voter non au référendum de 1958 du Général De Gaulle qui proposait une communauté franco-africaine. Ce non victorieux sera suivi, quelques jours après, de la proclamation de l'indépendance du pays. L'ancienne puissance coloniale tentera, à maintes reprises, de déstabiliser le régime.

Cette politique de harcèlement contre le gouvernement de Sékou Touré va en faire un régime paranoïaque qui se basera avant tout sur ses forces armées pour sa survie. Dans le même temps, il opérera un rapprochement avec le bloc soviétique qui deviendra son modèle dans la gestion intérieure du pays, reprenant à son compte toutes les tares bureaucratiques. Ce régime va s'enfoncer dans une dictature, avec un Sékou Touré voyant des complots partout. Imaginaires ou non, ces complots seront l'occasion de grandes purges sanglantes dont les populations vont régulièrement faire les frais.

Une semaine après la mort de Sékou Touré, en 1984, Lansana Conté va faire un coup d'État et installer un comité de redressement national composé d'une dizaine d'officiers. Lansana Conté, colonel proche de Sékou Touré, est un ancien militaire de l'armée coloniale française et, à ce titre, il participera aux combats contre l'indépendance de l'Algérie. Cette prise de pouvoir sera perçue par la population comme un véritable soulagement, des manifestations spontanées vont acclamer le nouveau dirigeant voyant en lui le libérateur du pays. Ce n'est pas sans rappeler, deux décennies plus tard, l'accueil qui fut fait par la population à Dadis Camara.

Abolissant ce qui restait d'une politique de collectivisation forcée, Lansana Conté procédera à la privatisation des principales industries faisant entrer la Guinée dans le libéralisme économique. Rapidement les espoirs vont être déçus, les conditions de vie des populations ne vont guère s'améliorer et la liberté promise viendra tardivement, dans les années 1990, mais surtout elle ne sera que de façade avec des élections régulièrement truquées. Comme son prédécesseur, il va s'appuyer sur l'armée pour conserver son pouvoir. Début février 1996, une mutinerie éclate, le pouvoir est à deux doigts d'être renversé. Lansana Conté saura en tirer les leçons, il développera une politique de division entre les différents corps de l'armée, instaurant une concurrence entre généraux. Chaque bataillon surveillera les autres. Cette division persiste encore aujourd'hui. Mais il appliquera aussi un traitement particulièrement favorable aux militaires. Ainsi le gouvernement subventionne à hauteur de 90 % le prix du riz (aliment de base des Guinéens) pour les soldats. A chaque fois qu'éclatera une révolte dans un camp militaire, Lansana Conté cèdera à leurs exigences. C'est ce statut de « privilégié » qui fait que les militaires apportent un soutien indéfectible au pouvoir et, parallèlement les font apparaître à la population, à juste titre, comme des parasites.

De même que les autres pays africains, la Guinée va être frappée de plein fouet par la crise alimentaire qui sera durement ressentie par la population. L'absence de toute mesure pouvant jouer un minimum d'amortisseur social aggrave la situation des populations, certaines familles ne font plus qu'un repas par jour et dans les quartiers populaires des cas de malnutrition sont recensés chez les enfants. Pourtant la Guinée est un pays riche avec de nombreux atouts : un accès à la mer et surtout des richesses minéralogiques importantes. En effet, le pays est le second exportateur mondial de bauxite, qui permet de fabriquer de l'alumine entrant dans la composition de l'aluminium, son sous-sol est également riche en fer, diamant et or. Les dignitaires du régime, contre quelques rétributions, ont laissé les multinationales piller le pays. En 2008, la Guinée est à la 164^e place sur les 170 pays et territoires de l'indice de développement humain. Quant à l'espérance de vie, elle ne dépasse guère les 56 ans.

Plus on avance dans le temps, plus les Guinéens voient la gabegie dans la gestion du pays. Le cercle qui s'est formé autour de Lansana Conté met en coupe sombre le pays, détourne les richesses, pactise avec les narcotrafiquants d'Amérique du Sud et fait régner une corruption qui s'étend sur l'ensemble du pays dont les premières victimes sont les populations qui doivent se soumettre aux rackets de la police, de l'armée, de l'administration, etc. Ce clan est composé de la famille, élargi des généraux et d'hommes d'affaires au passé douteux.

Les grandes grèves de décembre 2007

En juin 2006, une grève d'enseignants éclate et menace la tenue du Bac. Les lycéens descendent dans la rue en soutien à leurs professeurs et, parallèlement, une grève est lancée contre l'augmentation du prix du carburant. Le FMI impose au gouvernement l'arrêt des subventions, le litre d'essence de 1 500 Francs guinéens (Fg) en 2004 passe à 5 500 Fg en 2006, le patronat et le gouvernement restent inflexibles. La grève prend de l'ampleur, les manifestations de rue se déroulent dans plusieurs villes du pays. L'armée intervient et réprime les mobilisations en faisant

onze morts et des dizaines de blessés, mais un accord est conclu avec le patronat.

Le mouvement syndical guinéen fait ainsi la démonstration de sa capacité de mobilisation, fruit d'un long travail sur le terrain de prise en compte des revendications qui s'est notamment traduit par l'organisation des travailleurs de l'économie informelle mais aussi la mise en place de coopératives. Les organisations syndicales deviennent un lieu de résistance qui n'apparaît jamais comme lié à une ethnie ou à une communauté particulière. La politique unitaire des syndicats, qui ont construit une intercentrale au début de 2005, regroupant les deux plus importantes organisations syndicales la CNTG et l'USTG, sera élargie par la suite à l'ONSLG et à l'UDTG [1] et donnera encore plus de poids à l'appel à la mobilisation.

Le non-respect par le patronat de l'accord conclu pousse les syndicats à appeler à une grève générale illimitée. La population est à bout, elle se démène pour survivre dans un pays où le prix du sac de 50 kilos de riz passe de 35 000 Fg à 120 000 Fg en trois ans. Pendant ce temps, Lansana Conté se rend à la prison de Conakry pour libérer son ami Mamadou Sylla, un homme d'affaires qui vient d'être condamné pour avoir détourné 16 millions de Francs guinéens de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et qui doit une dizaine de milliards aux impôts et à la douane. Les organisations syndicales appellent à la grève générale illimitée, et de nouveau l'armée intervient, de nouveau des morts et des blessés sont à déplorer, mais cette fois-ci la population ne cède pas. Au contraire les mots d'ordre deviennent plus radicaux, aux revendications sur l'amélioration des conditions de vie s'ajoutent celle, plus politique, d'un véritable changement avec le départ de Lansana Conté. Jamais, depuis l'indépendance, les manifestations n'auront été aussi massives. Des quartiers populaires de Matoto, d'Almamyia, de Bambeto et de bien d'autres, des dizaines de milliers de personnes convergent vers le centre-ville, obligées d'emprunter le pont des pendus (nommé ainsi en hommage aux victimes de Sékou Touré qui l'utilisait pour procéder aux exécutions capitales), à cet endroit, l'armée bloque le passage et sans sommation tire sur la foule ; on décompte près de trois cent morts, en parallèle la garde présidentielle saccage la Bourse du travail et moleste des syndicalistes.

Mais la mobilisation est trop importante, Lansana Conté devient de plus en plus isolé, même la majorité de l'Assemblée Nationale, pourtant acquise à sa cause, n'accepte pas d'entériner l'état de siège. S'il refuse de partir, il accepte cependant de former un gouvernement de consensus et choisit un premier ministre sur une liste de quatre noms proposés par les organisations syndicales.

Kouyaté est choisi, c'est un technocrate de la Banque Africaine de Développement qui promet le changement tant réclamé dans la rue, il promet ainsi l'électricité et l'eau dans les quartiers. Toute la confiance de la population est placée dans cet homme, une confiance qui sera trahie par un acte symbolique, celui d'empêcher la commission d'enquête de pouvoir œuvrer à la manifestation de la vérité sur les responsables de la répression, leur assurant ainsi une parfaite impunité dont ils sauront se souvenir en 2009. Le message est clair : tout va continuer comme avant.

La population entre dans une sorte de désespérance, certains se sont sentis trahis pensant que la lutte aurait dû aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la démission de Lansana Conté, d'autres ne voient plus de solutions d'autant que la division s'installe entre les organisations syndicales sur le soutien ou non à apporter au premier ministre de consensus. Cette division syndicale va entamer le formidable crédit dont les syndicats bénéficiaient.

Quant aux partis de l'opposition, ils ont été incapables de reprendre le relais de ces mobilisations et d'offrir une perspective politique ordonnée autour du départ de la dictature et de la mise en place d'une transition politique qui aurait pris des premières mesures sociales pour la population. Les partis n'ont, à proprement parler, pas de grandes différences programmatiques entre eux, leur programme se résume bien souvent à des vœux pieux sans reprendre les revendications populaires.

Ils sont avant tout identifiés par leurs dirigeants : le RPG affilié à l'Internationale Socialiste d'Alpha Conté qui fait figure d'opposant historique en Guinée, l'UPG de Jean-Marie Doré qui a soutenu le gouvernement de Souaré en 2008, l'UFR dirigé par Sidya Touré qui fut un des premiers ministres de Lansana Conté et qui se réclame du libéralisme, le FUDEC dirigé par François Fall, un ancien diplomate et ancien ministre des affaires étrangères, l'UFDG [2] dirigé par Cellou Dalein Diallo lui aussi se réclamant du libéralisme et de l'économie de marché. De plus la dimension communautaire est réellement présente dans les partis que l'on identifie à la communauté d'origine du dirigeant : RPG Malinke, UPG Guinée forestière, UFR Soussou etc. C'est-à-dire que souvent les meetings et les réunions se tiennent dans la langue de la communauté, mais il est vrai que beaucoup de Guinéens maîtrisent mal la langue du colonisateur.

Arrivée de Dadis Camara

La division du clan Conté et son isolement, mais aussi une population plongée dans un désarroi profond, expliquent la facilité avec laquelle Dadis Camara est parvenu au pouvoir quelques heures après la mort officielle du dictateur.

Facilité accompagnée d'un accueil positif de la part des organisations syndicales, des partis d'opposition et de la société civile.

Dadis Camara est un capitaine qui a été formé en Allemagne où il s'occupait de la gestion des carburants de l'armée. Donc un officier de bureau, contrairement à d'autres qui ont fait le coup feu au Libéria et en Sierra Leone contre Charles Taylor lors de la guerre civile en 2003. Si à l'époque il était inconnu du grand public, il était populaire auprès des soldats. En effet c'est lui qui a obtenu de Lansana Conté, lorsque les mutineries ont éclaté faisant des morts parmi les civils, le rappel des soldes avec des sommes confortables pour la Guinée. Il a été capable d'unifier cette armée divisée et de se faire soutenir par des officiers espérant les promotions occasionnées par le limogeage des généraux.

Dès la prise du pouvoir, Dadis Camara a pris l'engagement de ne pas y rester, d'organiser des élections justes et transparentes auxquelles aucun membre de la junte ne participerait, d'améliorer rapidement les conditions de vie dans les quartiers pauvres, de lutter contre la corruption et le trafic de drogue... Ces promesses ont développé des sentiments positifs dans la population, d'autant qu'il n'y avait pas d'autres alternatives crédibles.

Lors d'une vacance du pouvoir, la Constitution prévoit le remplacement par le président de l'Assemblée Nationale, sauf que cette dernière aurait dû être renouvelée depuis plus d'un an et que son président était un dignitaire du régime de Lansana Conté.

Du côté de l'opposition, les partis qui la composent sont vus par la population d'abord comme des représentants des différentes ethnies. Certes, celui qui a le plus attisé les haines ethniques est Lansana Conté qui, au lendemain de la tentative de coup d'État du colonel Diarra Traoré en juillet 1985, poussa la population Sossou à piller les biens des Malinké en prononçant lors d'une intervention son fameux Wofatara, qui veut dire "Vous avez bien fait".

Les divisions de l'opposition sont interprétées par la population comme des divisions communautaires, ce qui est évidemment très réducteur mais qui a permis à Dadis Camara de se présenter comme l'homme qui allait préserver le pays de la guerre civile et instaurer le changement.

Les premières apparitions de Dadis ont conforté cette position, proclamant la mise en place des audits, dénonçant les contrats miniers, taçant d'anciens dignitaires du régime et même les mettant

en prison, sans aucune forme de procès, mais son rôle de justicier devenait de plus en plus inquiétant. Les libertés publiques, notamment syndicales étaient limitées, l'opposition régulièrement vilipendée. La junte commençait à orchestrer dans tout le pays la campagne DDR (Dadis doit rester), ainsi le pacte entre le peuple et le Dadis Camara s'effritait. Quant aux anciens bénéficiaires de la corruption, ils étaient remplacés progressivement par les membres de la junte.

Le 28 septembre, un tournant pour la Guinée

Dans le pays on sent désormais que Dadis projette de s'installer durablement au pouvoir, il nomme des proches aux postes clefs. Au lieu de déléguer de plus en plus au gouvernement civil, il fait le contraire, réduisant les ministres dont le premier d'entre eux a un simple rôle de figuration. Le danger d'avoir pour une troisième fois consécutive un pouvoir issu des casernes est clairement établi. L'opposition fait taire ses divisions, le débat n'est plus de savoir s'il faut des élections législatives avant la présidentielle ou le contraire, mais celui de mener unitairement le combat sur la non-présentation de Camara aux élections présidentielles comme il s'y était engagé.

Dans tout le pays la junte militaire tente, avec plus ou moins de succès, d'empêcher les réunions et rassemblements de l'opposition.

Les principaux partis appellent à une manifestation le lundi 28 septembre, qui sera interdite une journée avant. Des quartiers populaires, des milliers de Guinéens affluent, les premières escarmouches se produisent, les manifestants investissent le grand stade de Conakry, les principaux dirigeants de l'opposition réunis au préalable au domicile de Jean Marie Doré, dirigeant de l'UPG, situé à quelques encablures du lieu du rassemblement, s'y rendent. Au bout d'une heure les militaires de la junte conduits par l'aide de camp de Dadis Camara, le lieutenant Aboubacar "Toumba" Diakité, procèdent à un véritable carnage dans le stade. Tous les témoignages concordent sur la barbarie de l'intervention.

Il est à peu près évident que la garde présidentielle a été épaulée par des hommes de l'ULIMO qui est une milice libérienne employée contre Charles Taylor, dont les méthodes n'ont rien à envier à celles utilisées par cet ex-seigneur de la guerre.

Plusieurs informations font état d'un recrutement de plusieurs centaines d'hommes issus de la Guinée forestière, il est probable que certains d'entre eux soient intervenus dans le stade.

Les pitoyables dénégations de Camara désormais n'y font plus rien, c'est une junte coupée et détestée du peuple. L'appel à la grève générale « de protestation et de recueillement » lancé par les organisations syndicales a été massivement suivi, les administrations, les banques mais aussi les commerces et marchés sont restés fermés. La société civile ainsi que les partis d'opposition sont unis dans un refus de tout arrangement avec la junte militaire. Au niveau international l'isolement est quasiment total, tant au niveau des principales structures du continent, l'Union Africaine et de la communauté économique de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), que de l'UE, des États-Unis ou de l'ONU, à l'exception de la Chine et de la Libye. Le Tribunal Pénal International (TPI) a ouvert une enquête.

Nombreux sont ceux qui comprennent que la situation est des plus graves, les démissions des ministres potiches sont, à cet égard, révélateurs

Une junte isolée mais aussi divisée au plus haut niveau, comme en témoigne la tentative du général Sékouba Konaté, ministre de la Défense et deuxième vice-président, de faire arrêter l'aide de camp de Camara, le lieutenant Diakité, un des auteurs du carnage, qui a failli dégénérer en bataille

rangée. Une fois de plus l'intervention de Camara a été déterminante, avec ses récents appels, au maintien de l'unité d'une armée qui se retranche dans les divisions de naguère.

Les récentes déclarations des puissances impérialistes, la France en tête, condamnant la junte ne doivent pas faire illusion. La rupture de la coopération militaire annoncée par Paris démontre qu'elle existait avant, en dépit des exactions de l'armée guinéenne lors des manifestations de 2007. Ce n'est un secret pour personne que la France, entraînant l'Union Européenne, s'est très bien accommodée du gouvernement togolais qui, pour s'installer, n'a pas hésité à faire tirer sur son peuple, faisant plusieurs centaines de morts, tout comme elle s'accommode des pires dictatures, comme en Centrafrique où les violations des droits humains sont coutumiers, sans parler du Tchad où Deby n'hésite pas à utiliser des enfants soldats, et la liste, hélas, n'est pas exhaustive.

Les puissances impérialistes sont d'abord motivées par une stabilisation de la Guinée qui est importante pour toute la région. Le discrédit des élites locales, les crises alimentaires et économiques et les échéances électorales ne favorisent pas cette stabilité réclamée par les multinationales pour pouvoir continuer de piller, en toute quiétude, les richesses de ces pays. Paris est intéressé à ce que la Guinée reste dans son giron d'autant que le sous-sol, actuellement exploité pour sa bauxite, recèle d'autres richesses importantes, notamment du pétrole en off shore. On comprend mieux l'enthousiasme débordant d'un Kouchner, ministre des affaires étrangères de la France, pour une intervention militaire en Guinée.

Beaucoup d'observateurs soulignent que les interventions militaires n'ont jamais donné grand-chose pour les populations, qu'elles soient conduites par l'Union Africaine ou la CEDEAO, comme ce fut le cas au Liberia, au Soudan ou bien par l'ONU, comme en République Démocratique du Congo où les atteintes aux droits humains sont fréquents, y compris de la part des autorités légales. La solution réside plus certainement dans la capacité de mobilisation du peuple guinéen qui, autour des organisations de la société civile et des organisations syndicales, peut imposer le départ de la junte et placer un gouvernement de transition capable d'organiser les premières élections réellement démocratiques et de répondre aux urgences sociales de la population.

Paris, le 18 octobre 2009

Paul Martial

P.-S.

* Paru dans Inprecor N° 555, novembre 2009.

* Paul Martial est militant de la commission Afrique du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et de la IV^e Internationale.

Notes

[1] CNTG : Confédération Nationales des Travailleurs Guinéens ; USTG : Union Syndicale des Travailleurs Guinéens ; ONSLG : Organisation Nationale des Syndicats Libres de Guinée ; UDTG : Union Démocratique des Travailleurs de Guinée.

[2] Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), Union pour le Progrès de la Guinée (UPG), Union des Forces Républicaines de Guinée (UFR), Front Uni pour la Démocratie et le Changement (FUDEC), Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG).